

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

Session annuelle de l'AP de l'OTAN
Orlando, États-Unis, 7 - 11 novembre 2003

RAPPORT DU PRÉSIDENT LE GÉNÉRAL PHILIPPE MORILLON

22 janvier 2004
AFET/NG/jl

"Traduction externe"

CR\515421FR.doc

PE 329.369

1. La session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est tenue du 7 au 11 novembre 2003 à Orlando (Floride, États-Unis), s'est particulièrement penchée sur la situation de l'Irak d'après-guerre et sur la question de savoir comment rétablir la relation transatlantique. À cet égard, il convient de souligner le ton modéré dont ont fait preuve Américains et Européens lors de ces discussions, tranchant agréablement avec les tonalités parfois agressives des sessions précédentes tenues à Istanbul et à Prague, avant et pendant la guerre en Irak.

Les participants à la réunion d'Orlando ont globalement convenu qu'il était plus difficile de façonner la paix que de gagner la guerre et que la reconstruction et l'émergence d'une nation exigeaient, au-delà des capacités américaines en matière de conduite militaire d'une guerre, un large soutien international et, notamment, européen.

2. Dans la résolution de la commission de la défense et de la sécurité (Pierre Lellouche), l'Assemblée se déclarait favorable à ce que l'OTAN exerce un rôle formel dans le processus de stabilisation et de reconstruction en Irak et recommandait "d'élaborer des options visant à assurer dès que possible la participation de l'OTAN aux opérations en Irak".

Elle se prononçait parallèlement pour le transfert du contrôle politique de l'Irak au peuple irakien, dès que cela s'avérerait réalisable.

3. La restauration de la confiance dans le cadre de la relation transatlantique constitue également un message essentiel de la réunion d'Orlando.

Le président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le membre du Congrès américain Doug Bereuter, a de surcroît exprimé le souhait de voir confié un rôle plus important à l'UE en matière de maintien de la paix dans les Balkans occidentaux et a invité les Européens à être prêts à assumer les missions pacifiques menées par l'OTAN en Bosnie et au Kosovo.

Lors de son discours en séance plénière, il a également déclaré:

Une capacité effective de maintien de la paix viendra compléter d'autres compétences de l'Union européenne, telles que son action pour la mise en place d'institutions civiles, son assistance dans les domaines de l'économie et des infrastructures, et son contingent déployable de police civile. La PESD peut ainsi devenir un élément important d'une large palette de capacités pour la gestion des crises en Europe.

On peut conclure de ses déclarations que les États-Unis voudraient avant tout voir la PESD comme une force de maintien de la paix (peace-keeping force) et non comme une force d'imposition de la paix (peace enforcement), cette dernière mission demeurant du ressort de l'OTAN. M. Bereuter se prononce donc sans équivoque contre l'insertion d'une clause de défense commune dans une Constitution européenne.

"Traduction externe"

L'OTAN demeure l'organisation la plus à même de défendre efficacement les pays d'Europe et d'Amérique du Nord contre de graves menaces pesant sur leur sécurité.

Les nations européennes qui souhaitent une alliance permettant une défense mutuelle se sont déjà tournées vers l'OTAN pour obtenir cette garantie de sécurité.

Une clause de défense commune inscrite dans la Constitution européenne mettrait la PESD en concurrence avec l'OTAN au lieu de la compléter. On se retrouverait avec deux organisations chargées de faire exactement la même chose. Alors que nombre de pays européens n'arrivent pas à financer leurs engagements actuels en matière de défense, je crains fort qu'ils n'aient pas les moyens politiques et financiers nécessaires pour se doter d'une nouvelle organisation de défense commune.

4. Le Secrétaire général sortant, Lord Robertson, a adressé aux Européens le message suivant: l'Europe doit se doter d'un nombre plus important de troupes capables d'être engagées et de coopérer entre elles.

"Nous disposons, dans les 18 pays de l'OTAN autres que les États-Unis, de 1,4 million de soldats de métier, auxquels s'ajoutent un million environ de réservistes. Pourtant, alors que 55 000 hommes seulement ont été déployés pour les missions multinationales, la plupart de nos pays prétendent qu'ils sont au maximum de leurs capacités et qu'ils ne peuvent faire plus.

C'est tout simplement inacceptable. Cela risque de nous coûter la réussite des opérations actuelles et de nous rendre incapables de réagir si de nouvelles crises se produisent ou si de nouvelles occasions se présentent. Ce n'est pas seulement la crédibilité de l'OTAN qui est en jeu, puisque les mêmes forces sont utilisées par l'ONU, l'UE et les coalitions."

Deuxième message: l'opération en Afghanistan doit être un succès.

"Si nous échouons, nous [...] retrouverons [de nombreux Afghanistan] à nos portes. Pire encore, la crédibilité de l'OTAN sera réduite à néant, de même que celle de tous les gouvernements de ses pays membres. Qui luttera à nos côtés contre le terrorisme si nous ne parvenons pas au but que nous nous sommes engagés à atteindre ?

Je suis certain que l'OTAN réussira en Afghanistan. Mais pour cela, nous devons relever un deuxième défi en accroissant substantiellement l'employabilité des forces armées européennes."

Son troisième message porte sur le défi qui consiste à faire en sorte que le partenariat stratégique entre l'OTAN et l'UE soit un succès.

"L'une des principales réalisations de mon mandat a été la signature, au début de l'année, des accords "Berlin Plus" qui garantissent à l'UE la possibilité d'utiliser les moyens de l'OTAN pour ses opérations.

"Traduction externe"

C'est une bonne nouvelle pour les contribuables et les électeurs des deux rives de l'Atlantique. Cela signifie que plus de ressources serviront à financer de réelles capacités, au lieu d'armées et de quartiers généraux qui n'existent que sur papier. Cela signifie que ce que fait l'une des deux organisations ne sera pas refait par l'autre. Et cela signifie que, globalement, nous serons mieux à même de résoudre les problèmes auxquels nous sommes tous confrontés.

Berlin Plus ne bloque pas, mais facilite. Il a fonctionné dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, où l'UE a utilisé des moyens de l'OTAN. Il a fonctionné au Congo, où l'OTAN a choisi de ne pas intervenir et où l'UE a décidé qu'elle n'avait pas besoin de ses moyens. Il peut fonctionner en toutes circonstances car il a été conçu pour couvrir toutes les éventualités sur le front stratégique."

À ce sujet, le lecteur est renvoyé au communiqué de presse publié par la délégation du PE le 9 novembre 2003 (Annexe).

5. L'exigence d'une plus grande efficacité du processus décisionnel interne de l'OTAN a été illustrée par le chef d'État-major général des forces armées américaines, le général Richard Meyers, via la présentation, assortie de clips vidéo, d'un scénario de crise impliquant des attaques terroristes à l'aide de missiles dans l'espace méditerranéen. Le général Meyers a proposé d'octroyer au SACEUR, le commandant suprême des forces alliées en Europe, une plus grande marge de manœuvre en matière de planification des interventions. La durée des phases de décision en vigueur devrait être raccourcie afin de mieux faire face aux menaces nouvelles telles que celles des attaques terroristes.
6. L'exigence de réformes au sein de l'OTAN soulève un problème supplémentaire, qui gagnera en acuité avec le passage de 19 à 26 États membres en juin 2004. Le modèle consensuel qui préside au mode de fonctionnement du Conseil de l'OTAN rend les décisions de plus en plus difficiles à prendre. C'est pourquoi le rapporteur de la commission politique, Bert Koenders, recommande de permettre à l'avenir la constitution de "coalitions de pays volontaires" au sein de l'Alliance pour la conduite d'opérations de l'OTAN. Il est dès lors proposé à l'Assemblée, dans une résolution à ce sujet, *qu'à l'avenir, un comité allié des contributeurs de l'OTAN soit mandaté en vue de conduire des opérations au nom de l'Alliance, après autorisation par le Conseil de l'Atlantique Nord (CAN).*
7. Autre point important à l'ordre du jour de la session annuelle d'Orlando: la question des armes de destruction massive (ADM) et de leur prolifération.

À cet égard, le message émis consiste essentiellement en un appel à un meilleur partage des renseignements entre les pays membres de l'OTAN, afin d'aboutir à un accord sur le niveau de la menace posée par les ADM et le terrorisme. L'Assemblée invite au renforcement de la coopération avec les partenaires dans la lutte contre la menace soulevée par la prolifération, le terrorisme et les États en déliquescence.

8. Au sein des différentes commissions, les discussions ont essentiellement porté sur les relations transatlantiques, la reconstruction de l'Irak, les missions de paix dans les

"Traduction externe"

Balkans et en Afghanistan, la protection de la population civile face aux attaques terroristes, ainsi que sur les questions de commerce international et de leur importance pour la sécurité mondiale.

**Tous les rapports et discours peuvent être consultés sur le site internet de l'AP-OTAN :
<http://www.nato-pa.int>**

9. La prochaine session de printemps de l'AP-OTAN aura lieu à Bratislava (Slovaquie), du 28 mai au 1^{er} juin 2004.

Annexe :

- Liste des participants de la délégation du PE
- Communiqué de presse

"Traduction externe"

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH THE NATO-PARLIAMENTARY ASSEMBLY

DELEGATION TO THE ANNUAL SESSION OF THE NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY

Orlando, Florida, USA, from 7 to 11 November 2003

List of participants

Members

Committee

Mr Philippe MORILLON, Chairman D&S	PPE-DE	France	
Mr Helmut KUHNE, Vice-chairman E&S	PSE	Germany	
Mr Ward BEYSEN CDS	NI	Belgium	
Mr Glyn FORD D&S	PSE	United Kingdom	
Mr Vitaliano GEMELLI CDS	PPE-DE	Italy	
Mr Demetrio VOLCIC	PSE	Italy	PC
Mr Karl VON WOGAU E&S	PPE-DE	Germany	
Mr Matti WUORI S&T	Verts/ALE	Finland	

Abbreviations of the political groups:

PPE-DE	Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats
PSE	Group of the Party of European Socialists
GUE/NGL	Confederal Group of the European United Left/Nordic Green Left
Verts/ALE	Group of the Greens/European Free Alliance
NI	Non attached

Abbreviations of committees:

D&S	Defence and Security
E&S	Economy and Security
PC	Political Committee
S&T	Science and Technology
CDS	Civil Dimension of Security

"Traduction externe"

"Traduction externe"

CR\515421FR.doc

7/9

PE 329.369

FR

European Parliament

Delegation for Relations with the NATO Parliamentary Assembly

Press Statement

9 November 2003, Orlando / Florida

“Europe has to produce more deployable and interoperable troops in order to be an equal partner to the US within NATO”, declared the Head of the European Parliament Delegation, General Philippe Morillon, at the annual session of the NATO-Parliamentary Assembly in Orlando, Florida, on 9 November 2003.

In contributing to the debate with the Joint Chief of Staff, General Richard B. Meyers, who demanded more efficient and more rapid decision-making within NATO in order to keep up with the ever more dynamic threats, EU MPs agreed to the necessity for better coordination and transparency in military planning between NATO and the EU according to the Berlin Plus agreement.

In this context intelligence sharing (“need to share”) between the US and European partners would be of utmost importance in order to arrive at more common evaluations of the new threats of global terrorism, proliferation of weapons of mass destruction, state sponsorship of terrorism, and the nexus of these three – the possibility that a state will provide/sell these weapons to terrorists.

The main questions discussed in the different Committees at the session in Orlando, at which the European Parliament participated as an associated member with a 10-member strong delegation, were transatlantic relations, the rebuilding of Iraq, peace operations in the Balkans and Afghanistan, the protection of civilians against terrorist attacks as well as trade issues including their effects on global security.

“NATO and the EU are mutually reinforcing institutions”, stated Philippe Morillon, *“but we have to become more precise about the missions and mandates of the NATO Response Force (NRF) and the EU Rapid Reaction Force (RRF) as both are pulling from the same pool of forces”*.

“I hope that the new European Security Doctrine, as developed by High Representative Solana and to which the European Parliament has recently contributed through its annual CFSP report, will be a good basis for the necessary strategic dialogue between Europe and the United States”, declared General Morillon.

"Traduction externe"

With regard to rebuilding Iraq, EU MPs expressed interest in the recommendation of the NATO-PA for a formal role for NATO in the stabilization and reconstruction of Iraq and to ensure that political control in Iraq is returned to the Iraqi people as soon as practicable, but insisted that within this process the UN must play a leading role.

"Traduction externe"

CR\515421FR.doc

9/9

PE 329.369

FR